

Les négociations de paix dans l'impasse, intervention de l'"Initiative régionale"

@rib News, 26/10/2008 - Source MISNA
 Constatant l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations sur l'accord de paix au Burundi entre le gouvernement et les rebelles du Front national de libération (Fnl), l'Initiative de Paix régionale a décidé d'intervenir par l'intermédiaire de ses propres envoyés, aux côtés du ministre sud-africain de la Défense, Cha Nqakula, médiateur officiel dans le cadre du dialogue entre les parties au conflit. Le Département sud-africain des Affaires Étrangères a communiqué vendredi que M Nqakula se rendrait à nouveau au Burundi, accompagné des ministres des Affaires Étrangères de l'Ouganda, de la Tanzanie et de l'Afrique du Sud, conformément aux conclusions d'une réunion de l'Initiative de paix régionale, le 20 octobre dernier.

En revanche, aucune date précise concernant la mission diplomatique n'a été précisée. Après avoir rencontré le président burundais Pierre Nkurunziza et le chef des Fnl Agathon Rwasa, M Nqakula avait en effet déclaré qu'en dépit de progrès accomplis sur certains points, les positions des parties restaient inconciliables sur d'importantes questions d'ordre politique. Le ministre sud-africain avait en outre indiqué ne pas être en mesure de résoudre ces différends sans l'aide de représentants politiques de la région. Une des questions qui empêchent en effet la transformation du groupe armé en parti politique, et par conséquent sa participation au gouvernement, réside en son propre nom : Palipehutu-Fnl, signifiant Parti pour la Libération du peuple Hutu et que les rebelles refusent de modifier. Le gouvernement estime pour sa part qu'une telle dénomination est contraire aux principes et à l'esprit de la Constitution qui interdit la création de forces politiques sur une base ethnique. Les Fnl constituent le dernier groupe armé n'ayant pas adhéré à l'accord de paix qui avait mis fin, en 2003, à une guerre civile décennale, soldée par près de 300.000 victimes. Par la suite, les Fnl et le gouvernement avaient conclu un cessez-le-feu en septembre 2006, relancé en juin dernier, à l'occasion d'une violente reprise des affrontements sur le terrain. Composée de 11 nations, l'Initiative de paix régionale a été fondée en 2003 dans le but de mettre un terme à la guerre. (BF/CN) [CO]